

RCS : CHARTRES

Code greffe : 2801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHARTRES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 40154

Numéro SIREN : 413 736 356

Nom ou dénomination : DREUDIS

Ce dépôt a été enregistré le 29/12/2017 sous le numéro de dépôt B2017/006858

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE CHARTRES

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2017/006858**
n° de gestion : **1997B40154**
n° SIREN : **413 736 356 RCS Chartres**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Chartres certifie avoir procédé le 29/12/2017 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de la société :

DREUDIS - Société par actions simplifiée
boulevard de L'europe 28100 Dreux -FRANCE-

date de clôture : 30/06/2017

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :

Dépôt des comptes annuels



405087



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC

Geneviève DURANTEAU

Rachel LEROUX

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

DREUDIS

Boulevard de l'Europe
28100 DREUX

S.A.S. au capital de 5 400 000 €
R.C.S. CHARTRES 413 736 356

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Juillet 2016 au 30 Juin 2017

Certifié Conforme

Tél 02 40 92 66 00
Fax 09 55 27 66 00
■ cva@cvaexperts.fr

6, avenue Jacques Cartier, 44800 Saint-Herblain
B.P. 30123, 44817 Saint-Herblain Cedex

Membre d'une association agréée. Règlement par chèque accepté
TVA : FR 63 330 356 700, RCS Nantes 330 356 700 000 22



BILAN

ACTIF	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois			Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	17 070 724	6 369 360	10 701 363	10 684 330
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 879 368	56 239	1 823 128	4 032 267
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	56 368	56 239	128	937
FONDS COMMERCIAL (1)				4 031 329
IMMOBILISATIONS DIVERSES	1 823 000		1 823 000	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 288 119	6 313 120	7 974 998	5 747 398
TERRAINS	1 304 557	61 601	1 242 955	1 236 181
CONSTRUCTIONS	7 162 285	3 648 156	3 514 129	3 893 866
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 600 830	2 079 738	521 092	587 780
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 637 540	523 623	2 113 916	19 769
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	582 905		582 905	9 800
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	903 236		903 236	904 664
TITRES IMMOBILISES DIVERS	654 778		654 778	651 242
PRETS	239 377		239 377	244 340
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	9 080		9 080	9 080
ACTIF CIRCULANT	7 041 918	3 689	7 038 228	7 384 128
STOCKS ET EN-COURS	3 376 162		3 376 162	3 697 963
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	12 943		12 943	9 082
MARCHANDISES	3 363 219		3 363 219	3 688 880
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 401 826	3 689	1 398 137	1 411 627
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	110 086	3 689	106 397	72 963
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 291 740		1 291 740	1 338 664
CREANCES DIVERSES (3)	397 966		397 966	359 262
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 132 448		1 132 448	1 494 170
DISPONIBILITES	552 605		552 605	212 393
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	180 908		180 908	208 711
TOTAL GENERAL	24 112 642	6 373 050	17 739 592	18 068 459

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

13 197

4 956



BILAN

PASSIF	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	8 626 808	8 466 143
CAPITAL	5 400 000	5 400 000
RESERVES	2 749 734	2 345 919
RESERVE LEGALE	270 732	234 758
AUTRES RESERVES	2 479 001	2 111 161
RESULTAT DE L'EXERCICE	477 074	719 487
PROVISIONS REGLEMENTEES		736
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>8 626 808</i>	<i>8 466 143</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	25 000	89 094
PROVISIONS POUR RISQUES	25 000	89 094
DETTES (1)	9 087 783	9 513 221
DETTES FINANCIERES (2)	4 536 059	4 905 580
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	4 344 500	4 692 236
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	191 559	213 344
DETTES D'EXPLOITATION	3 889 008	4 500 725
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 672 711	3 122 034
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 111 697	1 291 307
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	104 600	87 383
DETTES DIVERSES	659 548	103 718
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	560 517	20 902
AUTRES DETTES DIVERSES	99 031	82 816
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 166	3 195
TOTAL GENERAL	17 739 592	18 068 459
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	3 647 435 5 440 348	4 012 095 5 501 125
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	9 105	140 148



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION VENTES DE MARCHANDISES PRODUCTION VENDUE (SERVICES) MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERTS DE CHARGES AUTRES PRODUITS CHARGES D'EXPLOITATION ACHATS DE MARCHANDISES VARIATION DES STOCKS ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS VARIATION DES STOCKS AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*) IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SALAIRES ET TRAITEMENTS CHARGES SOCIALES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES AUTRES CHARGES RESULTAT D'EXPLOITATION	39 445 050 38 642 050 506 419 39 148 469 64 382 123 394 108 803 38 594 479 30 895 327 325 661 (50 299) (3 860) 2 657 140 591 831 2 628 105 776 704 686 631 3 689 83 547 850 570	41 195 362 40 368 432 638 090 41 006 522 6 932 83 718 98 187 39 937 592 32 756 264 (185 245) 67 134 (299) 2 738 794 619 393 2 554 607 767 855 584 856 288 25 000 8 943 1 257 769
PRODUITS FINANCIERS VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT CHARGES FINANCIERES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES CHARGES NETTES SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT RESULTAT FINANCIER	33 592 2 525 31 066 83 901 83 901 (50 309)	31 120 1 417 29 546 156 93 851 93 846 4 (62 730)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	800 261	1 195 038



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	736	22 249
SUR OPERATIONS DE GESTION		16 124
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		140
REPRISES SUR PROVISIONS	736	5 985
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 000	1 252
SUR OPERATIONS DE GESTION	5 000	90
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		1 162
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 264)	20 997
PARTICIPATION DES SALAIRES	143 122	215 846
IMPOTS SUR LES BENEFICES	175 801	280 702
<i>Total des produits</i>	<i>39 479 378</i>	<i>41 248 732</i>
<i>Total des charges</i>	<i>39 002 304</i>	<i>40 529 244</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	477 074	719 487
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier	30 217	29 976
Produits financiers concernant les entreprises liées		
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les immobilisations en cours à la clôture, d'un montant de 583 k€, correspondent au projet d'agrandissement de la surface de vente de 375 m², qui sera effective courant octobre 2017.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	15 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN**Capital**

Le capital social se compose de 101 830 actions de 53.03 euros.

Mali technique

	BRUT	AMORTISSEMENT	PROVISION	NET
Fonds commercial	1 823 000	-	-	1 823 000
Terrain	513 000	-	-	513 000
Construction	1 695 330	113 022	-	1 582 308
	4 031 330	113 022	-	3 918 308

Conformément au règlement ANC 2015-06, le mali technique a été reclassé en fonction de sa nature, sur les lignes du bilan immobilisations incorporelles ou corporelles diverses ou financières :

Absorption de la société DREUX DISTRIBUTION le 1^{er}/02/2005.

Le mali technique affecté à la construction est amorti sur 15 ans, durée résiduelle d'utilisation estimée.

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	4 087 698		2 208 330 (*)	1 879 368
Immobilisations corporelles	11 394 530	2 913 423 (*)	19 833	14 288 120
Immobilisations financières - titres	651 243	3 536		654 779
Immobilisations financières - créances	253 422	1 829	6 793	248 458
	16 386 892	2 918 788	2 234 956	17 070 724

(*) Incluant le reclassement du mali technique affecté à l'ensemble immobilier.

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	55 431	809		56 240
Immobilisations corporelles	5 647 131	685 823	19 833	6 313 121
	5 702 562	686 632 (*)	19 833	6 369 361
(*) Dont dotation : . linéaire		645 217		
. dégressive		41 415		
. exceptionnelle		-		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	736		736	
Provisions pour risques et charges (1)	89 095		64 095	25 000
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	288	3 689	288	3 689
	90 119	3 689 (*)	65 119 (*)	28 689
(*) Dont : . exploitation		3 689	64 383	
. financier		-	-	
. exceptionnel		-	736	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés : 64 095
- montants repris parce que devenus sans objet : -

(1) En janvier 2017, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par la société coopérative nationale mettant ainsi fin au contentieux l'opposant au Ministère de l'Economie. La provision est reprise et la charge définitive est constatée en résultat courant (64 k€).

Les provisions pour risques et charges correspondent à un litige prud'homal.

Biens pris en crédit-bail

IMMOBILIER

MOBILIER

Valeur des biens

Valeur d'origine	-	145 300
Dotation aux amortissements théoriques	-	18 920
Cumul des amortissements théoriques	-	42 333
Valeur nettes	-	102 967

Redevances

Afférentes à l'exercice	-	23 944
Cumulées	-	52 555
Restant à payer:		
. à mois d'un an	-	31 476
. de un à cinq ans	-	50 657
. à plus de cinq ans	-	0
. total	-	82 133

Prix d'achat résiduel en fin de contrat	-	34 937
---	---	--------

Réintégrations fiscales en fin de contrat	-	0
---	---	---

Créances : état des échéancesVALEUR BRUTE
FIN EXERCICEA UN AN
AU PLUSA PLUS
D'UN AN

Créances de l'actif immobilisé	248 458	13 197	235 261
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 401 827	1 401 827	
Créances diverses	397 967	397 967	
Charges constatées d'avance	180 908	180 908	
	2 229 160	1 993 899	235 261

Dettes : état des échéancesVALEUR BRUTE
FIN EXERCICEA UN AN
AU PLUSDE UN A
CINQ ANSA PLUS DE
CINQ ANS

Concours bancaires courants (*)	14 367	14 367		
Emprunts bancaires (1)	4 330 134	884 116	2 545 882	900 136
Emprunts & dettes financières divers (2)	191 559	37 849	153 710	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	3 889 008	3 841 301		47 707
Dettes diverses	659 549	659 549		
Produits constatés d'avance	3 167	3 167		
	9 087 784	5 440 348	2 699 593	947 843

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 5 262

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 581 164

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 797 014

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales -

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement**Néant****NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	26 217 795
- Drive accolé « Les Bâtes »	1 728 809
- Drive déporté « Le Pré »	2 643 249
- Station-service	8 558 617
	39 148 470

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	7
- Agents de maîtrise	13
- Employés	102
	122

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 144 270 € a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement et de recrutement.

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2017 au taux de 7 %.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 155 491 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Pénalités et amendes non déductible	5 000	-
Provision pour investissement	-	736
	5 000	736

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	47 707
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	95 415
	<u>143 122</u>

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère BATEDIS.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	231 589
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	<u>-55 788</u>
	175 801

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	55 576
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	21 202

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) à hauteur de 3 948 979 €.

Engagements financiers	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	841 351	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	1 100 000	1 100 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36.64 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2016.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 260 000 €

Entreprises liées

BATEDIS

Créances diverses	249 645
Produits de participation	-
Autres produits financiers	-
Charges financières	-

Filiales et participations détenues

Néant

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. BATEDIS

Boulevard de l'Europe

28 100 DREUX

R.C.S. : CHARTRES 512 983 214

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.



sogecAUDIT
COMMISSARIAT AUX COMPTES

6 r/c

167, Quai Ledru-Rollin
72000 Le Mans

T. 02 43 40 76 00

F. 02 43 40 76 29

www.sogecgroupe.com

DREUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital social de 5 400 000 €

Boulevard de l'Europe

28100 DREUX

RCS CHARTRES B 413 736 356

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2017

UNE OFFRE GLOBALE POUR VOTRE RÉUSSITE

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros - RC Le Mans B 438 422 495
N° intracommunautaire FR 71 438 422 495



sogecAUDIT
COMMISSARIAT AUX COMPTES

167, Quai Ledru-Rollin
72000 Le Mans

T. 02 43 40 76 00

F. 02 43 40 76 29

www.sogecgroupe.com

DREUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital social de 5 400 000 €

Boulevard de l'Europe

28100 DREUX

RCS CHARTRES B 413 736 356

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2017

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2017 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **DREUDIS SAS**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

UNE OFFRE GLOBALE POUR VOTRE RÉUSSITE

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes suivis par votre société, nous nous sommes assurés de la correcte comptabilisation des stocks notamment :

- ✧ par l'assistance à l'inventaire physique,
- ✧ par la revue analytique des stocks,
- ✧ par le contrôle des quantités et de l'évaluation des stocks par sondage,

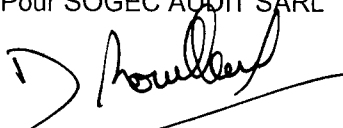
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

LE MANS, le 29 novembre 2017
Pour SOGEC AUDIT SARL



Didier ROUILLARD
Commissaire aux Comptes



sogecAUDIT

Commissariat aux Comptes

SARL au Capital de 10 000€

167 Quai Ledru Rollin - 72000 LE MANS

Tél. 02 43 40 76 00 - Fax 02 43 40 76 29

RC Le Mans 438 422 495 - SIRET 438 422 495 00020



BILAN

ACTIF	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois			Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	17 070 724	6 369 360	10 701 363	10 684 330
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 879 368	56 239	1 823 128	4 032 267
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	56 368	56 239	128	937
FONDS COMMERCIAL (1)				4 031 329
IMMOBILISATIONS DIVERSES	1 823 000		1 823 000	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 288 119	6 313 120	7 974 998	5 747 398
TERRAINS	1 304 557	61 601	1 242 955	1 236 181
CONSTRUCTIONS	7 162 285	3 648 156	3 514 129	3 893 866
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 600 830	2 079 738	521 092	587 780
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 637 540	523 623	2 113 916	19 769
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	582 905		582 905	9 800
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	903 236		903 236	904 664
TITRES IMMOBILISES DIVERS	654 778		654 778	651 242
PRETS	239 377		239 377	244 340
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	9 080		9 080	9 080
ACTIF CIRCULANT	7 041 918	3 689	7 038 228	7 384 128
STOCKS ET EN-COURS	3 376 162		3 376 162	3 697 963
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	12 943		12 943	9 082
MARCHANDISES	3 363 219		3 363 219	3 688 880
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 401 826	3 689	1 398 137	1 411 627
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	110 086	3 689	106 397	72 963
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 291 740		1 291 740	1 338 664
CREANCES DIVERSES (3)	397 966		397 966	359 262
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 132 448		1 132 448	1 494 170
DISPONIBILITES	552 605		552 605	212 393
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	180 908		180 908	208 711
TOTAL GENERAL	24 112 642	6 373 050	17 739 592	18 068 459

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

13 197

4 956



BILAN

PASSIF	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	8 626 808	8 466 143
CAPITAL	5 400 000	5 400 000
RESERVES	2 749 734	2 345 919
RESERVE LEGALE	270 732	234 758
AUTRES RESERVES	2 479 001	2 111 161
RESULTAT DE L'EXERCICE	477 074	719 487
PROVISIONS REGLEMENTEES		736
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	8 626 808	8 466 143
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	25 000	89 094
PROVISIONS POUR RISQUES	25 000	89 094
DETTES (1)	9 087 783	9 513 221
DETTES FINANCIERES (2)	4 536 059	4 905 580
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	4 344 500	4 692 236
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	191 559	213 344
DETTES D'EXPLOITATION	3 889 008	4 500 725
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 672 711	3 122 034
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 111 697	1 291 307
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	104 600	87 383
DETTES DIVERSES	659 548	103 718
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	560 517	20 902
AUTRES DETTES DIVERSES	99 031	82 816
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 166	3 195
TOTAL GENERAL	17 739 592	18 068 459
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	3 647 435 5 440 348	4 012 095 5 501 125
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	9 105	140 148

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	39 445 050	41 195 362
VENTES DE MARCHANDISES	38 642 050	40 368 432
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	506 419	638 090
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	39 148 469	41 006 522
REPRISES SUR PROVISIONS	64 382	6 932
TRANSFERTS DE CHARGES	123 394	83 718
AUTRES PRODUITS	108 803	98 187
CHARGES D'EXPLOITATION	38 594 479	39 937 592
ACHATS DE MARCHANDISES	30 895 327	32 756 264
VARIATION DES STOCKS	325 661	(185 245)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	(50 299)	67 134
VARIATION DES STOCKS	(3 860)	(299)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	2 657 140	2 738 794
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	591 831	619 393
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 628 105	2 554 607
CHARGES SOCIALES	776 704	767 855
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	686 631	584 856
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	3 689	288
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		25 000
AUTRES CHARGES	83 547	8 943
RESULTAT D'EXPLOITATION	850 570	1 257 769
PRODUITS FINANCIERS	33 592	31 120
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	2 525	1 417
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	31 066	29 546
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT		156
CHARGES FINANCIERES	83 901	93 851
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	83 901	93 846
CHARGES NETTES SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT		4
RESULTAT FINANCIER	(50 309)	(62 730)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	800 261	1 195 038



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS	736 736	22 249 16 124 140 5 985
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 000 5 000	1 252 90 1 162
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 264)	20 997
PARTICIPATION DES SALAIRES	143 122	215 846
IMPOTS SUR LES BENEFICES	175 801	280 702
<i>Total des produits</i>	39 479 378	41 248 732
<i>Total des charges</i>	39 002 304	40 529 244
BENEFICE NET COMPTABLE	477 074	719 487
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	30 217	29 976

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les immobilisations en cours à la clôture, d'un montant de 583 k€, correspondent au projet d'agrandissement de la surface de vente de 375 m², qui sera effective courant octobre 2017.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	15 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN**Capital**

Le capital social se compose de 101 830 actions de 53.03 euros.

Mali technique

	BRUT	AMORTISSEMENT	PROVISION	NET
Fonds commercial	1 823 000	-	-	1 823 000
Terrain	513 000	-	-	513 000
Construction	1 695 330	113 022	-	1 582 308
	4 031 330	113 022	-	3 918 308

Conformément au règlement ANC 2015-06, le mali technique a été reclassé en fonction de sa nature, sur les lignes du bilan immobilisations incorporelles ou corporelles diverses ou financières :

Absorption de la société DREUX DISTRIBUTION le 1^{er}/02/2005.

Le mali technique affecté à la construction est amorti sur 15 ans, durée résiduelle d'utilisation estimée.

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	4 087 698		2 208 330 (*)	1 879 368
Immobilisations corporelles	11 394 530	2 913 423 (*)	19 833	14 288 120
Immobilisations financières - titres	651 243	3 536		654 779
Immobilisations financières - créances	253 422	1 829	6 793	248 458
	16 386 892	2 918 788	2 234 956	17 070 724

(*) Incluant le reclassement du mali technique affecté à l'ensemble immobilier.

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	55 431	809		56 240
Immobilisations corporelles	5 647 131	685 823	19 833	6 313 121
	5 702 562	686 632 (*)	19 833	6 369 361
(*) Dont dotation : . linéaire		645 217		
. dégressive		41 415		
. exceptionnelle		-		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	736		736	
Provisions pour risques et charges (1)	89 095		64 095	25 000
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	288	3 689	288	3 689
	90 119	3 689 (*)	65 119 (*)	28 689
(*) Dont : . exploitation		3 689	64 383	
. financier		-	-	
. exceptionnel		-	736	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés : 64 095
- montants repris parce que devenus sans objet : -

(1) En janvier 2017, la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par la société coopérative nationale mettant ainsi fin au contentieux l'opposant au Ministère de l'Economie. La provision est reprise et la charge définitive est constatée en résultat courant (64 k€).

Les provisions pour risques et charges correspondent à un litige prud'homal.

Biens pris en crédit-bail

	IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens		
Valeur d'origine	-	145 300
Dotation aux amortissements théoriques	-	18 920
Cumul des amortissements théoriques	-	42 333
Valeur nettes	-	102 967
Redevances		
Afférentes à l'exercice	-	23 944
Cumulées	-	52 555
Restant à payer:		
. à mois d'un an	-	31 476
. de un à cinq ans	-	50 657
. à plus de cinq ans	-	0
. total	-	82 133
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	-	34 937
Réintégrations fiscales en fin de contrat	-	0

Créances : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	248 458	13 197	235 261
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 401 827	1 401 827	
Créances diverses	397 967	397 967	
Charges constatées d'avance	180 908	180 908	
	2 229 160	1 993 899	235 261

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	14 367	14 367		
Emprunts bancaires (1)	4 330 134	884 116	2 545 882	900 136
Emprunts & dettes financières divers (2)	191 559	37 849	153 710	
Avances, acompte reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation	3 889 008	3 841 301		47 707
Dettes diverses	659 549	659 549		
Produits constatés d'avance	3 167	3 167		
	9 087 784	5 440 348	2 699 593	947 843

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires

5 262

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice

581 164

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice

797 014

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales

-

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement**Néant****NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	26 217 795
- Drive accolé « Les Bâtes »	1 728 809
- Drive déporté « Le Pré »	2 643 249
- Station-service	8 558 617
	39 148 470

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	7
- Agents de maîtrise	13
- Employés	102
	122

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 144 270 € a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement et de recrutement.

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2017 au taux de 7 %.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 155 491 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Pénalités et amendes non déductible	5 000	-
Provision pour investissement	-	736
	5 000	736

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	47 707
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	95 415
	143 122

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère BATEDIS.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	231 589
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-55 788
	175 801

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	55 576
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	21 202

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) à hauteur de 3 948 979 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	841 351	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	1 100 000	1 100 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36.64 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2016.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 260 000 €

Entreprises liées

BATEDIS

Créances diverses	249 645
Produits de participation	-
Autres produits financiers	-
Charges financières	-

Filiales et participations détenues

Néant

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. BATEDIS

Boulevard de l'Europe

28 100 DREUX

R.C.S. : CHARTRES 512 983 214

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

DREUDIS
Société par actions simplifiée au capital de 5 400 000 euros
Siège social : Boulevard de l'Europe - 28100 DREUX
413 736 356 RCS CHARTRES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 14 DECEMBRE 2017

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 477 074,46 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 477 074,46 euros

A la réserve légale 23 853,73 euros

Solde 453 220,73 euros

A titre de dividendes 396 118,70 euros

Soit 3,89 euros par action

Le solde 57 102,03 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 2 536 103,50 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Il est précisé que :

- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2017 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 11,67 euros,
- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2017 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 396 107,03 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
30/06/2014	366 588 €	101 830	14,40 €	366 573,60 €
30/06/2015	366 588 €	101 830	14,40 €	366 573,60 €
30/06/2016	315 673 €	101 830	9,30 €	315 663,70 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 14 décembre 2017

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Serge LE GUILLARD